

**Lettre ouverte à Alexandre Bompard,
Président Directeur Général du Groupe Carrefour**



Monsieur le Président Directeur Général,

Nous vous avons interpellé en mars de cette année sur la présence problématique du Groupe Carrefour en Israël, et précisément sur les contrats de franchise que vous avez signés en mars 2022 avec les sociétés israéliennes Electra Consumer Products et Yenot Bitan. Il y a aujourd'hui des magasins Carrefour dans les colonies israéliennes illégales en Palestine occupée. Carrefour profite ainsi directement de la colonisation.

C'est dans le contexte de la guerre à Gaza que nous apprenons que **“Carrefour Israël” a offert des colis personnels aux soldats de l'armée israélienne**. Vous avez indirectement confirmé le fait en déclinant toute responsabilité du Groupe dans cette opération. Monsieur BOMPARD, ne vous cachez pas derrière votre petit doigt : un examen rapide des contrats de franchise avec les sociétés israéliennes précitées montre que le Groupe Carrefour peut s'opposer à ce genre d'initiative susceptible de porter tort à la marque Carrefour de la part d'un franchisé ; et a fortiori de la part de votre filiale “Carrefour Israël” détenue à 100% par le groupe.

Vous savez que cette information a soulevé **une énorme indignation sur les réseaux sociaux** en Europe et aux États Unis, mais aussi dans les pays arabes du Moyen Orient où Carrefour est bien implanté via Majid Al Futtaim Group, son principal franchisé dans la région. La société civile et certains gouvernements des pays de la péninsule arabique, de Jordanie, d'Égypte, d'Iran et du Pakistan, culturellement attachées à la cause palestinienne, réagissent très fortement aux crimes de guerre que le gouvernement Netanyahu est en train de commettre à Gaza. Vous avez su la décision de Al-Ameed, la marque de café la plus populaire de Jordanie, de fermer à la fin de l'année ses 13 succursales situées dans les magasins Carrefour. Gageons que des initiatives de ce genre se multiplieront.

Cette “petite” indignation rejoint la “grande” indignation, celle partagée par les opinions publiques de la plupart des pays du monde contre **le régime d'apartheid infligé**

par Israël aux Palestiniens : colonisation massive des territoires palestiniens, occupation militaire de toute la Palestine, répression féroce de tout mouvement de protestation contre ce régime d'un autre âge, blocus de Gaza, enfermement de générations successives de Palestiniens...

Certes le Groupe Carrefour n'est pas responsable des crimes d'Israël depuis sa création en 1948. Mais depuis la signature de vos accords de franchise en 2022, **vous en êtes complice**. Complice pour avoir choisi d'ignorer une situation pourtant largement documentée et dénoncée.

Particulièrement concerné.es par le sujet, M. Hufnagel votre Directeur Exécutif Communication, Mme Kraus Directrice de l'Engagement, Mme Rault votre Directrice de la Stratégie et de la Transformation, Mme Dassié votre Directrice Executive Marketing responsable de la valeur de la marque Carrefour, ou encore Mme Domont Administratrice Présidente du Comité RSE vous ont-ils prévenu des risques réputationnels liés à l'implantation du Groupe dans un territoire en guerre larvée depuis des décennies ? S'ils et elles l'ont fait, pourquoi avez vous jusque là négligé leur avis ?

En France, à notre initiative ou à l'initiative d'autres organisations, les actions citoyennes devant vos magasins se sont multipliées ces dernières semaines. Au simple énoncé des faits impliquant Carrefour dans la colonisation et de son soutien affiché à l'armée israélienne, des client.e.s de plus en plus nombreux font demi-tour, ou, à la sortie du magasin, disent qu'ils et elles ne reviendront pas de sitôt.

Il semble bien qu'il est temps pour vous de choisir entre conserver les centaines de magasins au Moyen Orient et les quelques magasins implantés dans les colonies illégales en Palestine occupée. Nous savons combien il est compliqué de rompre un contrat dans le monde des affaires, mais ce serait pour vous une façon de sortir dans l'honneur de cette situation. Et ce avant que Carrefour ne devienne définitivement pour l'opinion publique un groupe financier profiteur au-delà de toute morale.

Nous vous renouvelons l'assurance que notre campagne s'arrêtera le jour où **vous dénoncerez ces contrats et où vous renoncerez à tout intérêt dans les colonies israéliennes illégales en Palestine occupée, ainsi qu'en Israël tant que son gouvernement viole impunément le droit international et les droits du peuple palestinien.**

Veillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de nos meilleures salutations.

La Campagne BDS France